

LES CHIFFRES

Mon projet se fonde sur des hypothèses de croissance de notre économie, à la fois prudentes et réalistes. La croissance, très dégradée par la politique menée ces dernières années, pourra atteindre de 2 à 2,5% en fin de mandat.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Hypothèse de croissance	0,5%	1,7%	2%	2-2,5%	2-2,5%	2-2,5%

Pour maîtriser et diminuer l'endettement de la France, que la droite a doublé en dix ans, je ramènerai les finances publiques à l'équilibre, en respectant l'engagement de 3% de déficit par rapport au PIB en 2013.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Objectif de baisse du déficit	- 4,5%	- 3%	- 2,3%	- 1,6%	- 0,8%	+ 0%
Objectif de désendettement	88,7%	88,6%	87,6%	85,8%	83,4%	80,2%

La dépense publique sera maîtrisée. Les prélèvements obligatoires seront inférieurs à 47%, chiffre comparable à celui affiché par la majorité sortante.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Évaluation de la dépense publique	56,5%	56,3%	55,8%	55,3%	54,6%	53,9%
Évaluation du taux de prélèvements obligatoires	45,1%	46,5%	46,6%	46,8%	46,8%	46,9%

En dix ans la droite a accordé aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises plus de 50 milliards d'euros de cadeaux fiscaux qui ont creusé la dette et accru les inégalités sans aucun bénéfice pour la croissance et l'emploi. Pour rétablir les finances publiques, j'en annulerai 29 milliards, équitablement répartis entre les ménages et les entreprises.

Pour mettre en œuvre mes priorités, j'engagerai des mesures nouvelles pour un montant de 20 milliards d'euros à l'horizon de l'année 2017. Ces politiques seront équilibrées par des réductions de dépenses ou par un financement spécifique. Par exemple, 5 milliards d'euros seront consacrés au soutien à l'industrie et aux PME, mais les avantages fiscaux accordés actuellement aux très grandes entreprises et au secteur financier diminueront. 5 milliards d'euros seront destinés à soutenir l'emploi des jeunes et à lutter contre le chômage, mais les dépenses encourageant les entreprises à augmenter le recours aux heures supplémentaires seront supprimées. Je maîtriserai les dépenses de l'État : toute nouvelle dépense sera financée par des économies et le nombre total des fonctionnaires de l'État n'augmentera pas.

Par cette stratégie globale, nous redresserons la France avec sérieux et ambition.